

.....

d'entre eux avaient déjà été entrepris par le gouvernement de la République. A cause des destructions opérées pendant la guerre ces travaux ont une grande importance, et, malgré cela, ils se voient attribuer le 11% du budget. On a assigné par contre à l'armée, d'un pays soi-disant neutre, le 21% et le 10,8% aux services pour le maintien de l'ordre public. Et maintenant voici le revers de la médaille: on n'accorde à l'instruction publique que le 4% et à l'agriculture (principale source de richesse) le 0,9% La Phalange qui jouit d'énormes disponibilités, peut faire figure d'état dans l'état.

L'augmentation des salaires, ne correspond nullement à la hausse des prix. L'organisation du ravitaillement a complètement échoué, la population est obligée de se procurer au marché noir, les denrées de première nécessité que les services du rationnement sont incapables de lui fournir. Les victimes de cette situation sont les ouvriers et les classes moyennes qui se trouvent dans l'impossibilité d'acheter en dehors de la taxe.

La non-belligérance a favorisé l'Espagne au point de vue économique, mais les seuls bénéficiaires ont été quelques officiers supérieurs et quelques membres influents de la Phalange.

A la fin de la guerre civile, le général Franco avait promis une justice objective qui frapperait uniquement les responsables de crimes de droit commun. Ceux qui avaient eu confiance en ses promesses devaient bientôt s'avouer déçus; l'appareil repressif mis en place par le national-syndicalisme a été terrifiant et on a assisté à une véritable floraison de cours martiales de champs de concentration et de lois d'exception, qui se sont assignées comme tâche l'élimination pure et simple des adversaires politiques.

Une des plus lourdes erreurs commises a été l'exécution de l'ancien Président de la Généralité de la Catalogne, M. Louis Companys et l'emprisonnement de M. Besteiro ex-président des Cortés espagnoles qui; pourtant, s'était abstenu de toute activité politique pendant les hostilités et qui avait même préconisé une solution pacifique du conflit.

De nos jours encore, des tribunaux spéciaux condamnent à douze ans et un jour de réclusion tous ceux qui ont été membres de la franc-maçonnerie. Le seul fait d'être anglophile ou d'avoir des idées libérales est suffisant pour faire écrouer des citoyens honnêtes.

Depuis les victoires alliées en Tunisie, Franco a voulu faire marche arrière, mais les concessions ont été insignifiantes et trop tardives pour être efficaces.

Aujourd'hui il est impossible d'apaiser l'animadversion du peuple espagnol pour le régime et les classes conservatrices se demandent avec anxiété comme il serait possible d'éviter une nouvelle catastrophe. Tout le monde pense à l'avenir de l'Espagne, et si certains milieux tournent leurs regards vers l'Angleterre, ce n'est pas pour lui demander une intervention directe

.....